



HAL
open science

Enjeux et réalités de la sobriété. Une simple question de sémantique ?

Marie-Christine Zélem

► **To cite this version:**

Marie-Christine Zélem. Enjeux et réalités de la sobriété. Une simple question de sémantique ?. 2013. hal-03617439

HAL Id: hal-03617439

<https://hal.science/hal-03617439v1>

Preprint submitted on 23 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Débat National sur la Transition Énergétique

Marie-Christine ZELEM
Sociologue, zelem@univ-tlse2.fr

Note 1

Enjeux et réalités de la sobriété

Une simple question de sémantique ?

22 janvier 2013

Si la consommation d'énergie est restée stable dans l'agriculture et a même reculé dans l'industrie, elle a augmenté d'un quart dans le secteur résidentiel-tertiaire, et a doublé dans les transports. Cela s'explique aisément du fait que dans les secteurs agricoles et industriels, les gains énergétiques ont été obtenus essentiellement en jouant sur les marchés (moins sur les méthodes culturales qu'il s'agit aujourd'hui d'infléchir vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement, moins consommatrices en énergie), alors que dans le secteur résidentiel et tertiaire, les mesures de MDE se sont centrées sur des outils incitatifs et des méthodologies de communication reposant sur le pari qu'il suffit d'informer pour que les usagers modifient leurs usages à la baisse. On sait aujourd'hui que s'il importe de sensibiliser et d'informer, cela ne suffit pas. Il convient également de réviser profondément les méthodes de communication en les combinant avec des mesures fortes visant à modifier l'offre d'équipements disponible sur le marché.

Certes, nos sociétés ne peuvent plus guère se passer des services énergétiques. *« Sa consommation est nécessaire à l'activité économique, industrielle et agricole, mais également à la santé et à la vie quotidienne des citoyens. Ainsi, notre production de biens et de services, notre confort résidentiel, nos déplacements, notre communication et nombre de nos loisirs reposent sur des « services énergétiques ». On en distingue trois grandes catégories : la chaleur (chauffage, cuisson, usages industriels), qui représente environ 50 % de nos besoins actuels, la mobilité (des personnes et des marchandises) qui en représente environ 35 %, et l'électricité spécifique (usages spécifiquement liés à l'électricité, tels que l'éclairage, la bureautique ou l'électro-ménager), qui représente environ 15 %.*¹

La question posée revient à se demander comment continuer de satisfaire ces besoins de services énergétiques ? Trois solutions sont envisagées : promouvoir et développer l'efficacité énergétique, augmenter le recours aux énergies renouvelables et inviter à des modes de vie plus sobres.

- L'efficacité énergétique repose sur une volonté politique forte qui doit contribuer à infléchir les choix techniques pour diminuer toujours plus les quantités d'énergie nécessaires pour satisfaire un service énergétique donné. Ce projet consiste donc à réduire les gaspillages en amont (conception, fabrication, déplacement) et en aval (au niveau des usages). Le gisement d'économies d'énergie est alors considérable et peut être atteint aisément grâce à une politique volontariste et réglementaire qui fixe des seuils minimaux de performance énergétique
- Le développement des Enr suppose un mode de gouvernance qui replace les territoires locaux au coeur de la problématique énergétique pour leur donner rendre leurs savoirs et compétences pour exploiter les ressources renouvelables disponibles. A cette échelle, il ne s'agit pas de raisonner en gisement d'économies d'énergie, mais plutôt en diminution du recours aux énergies importées sur le territoire, donc en autonomie énergétique.
- L'enjeu de sobriété, revient quant à lui à interroger nos besoins pour réviser notre mode d'organisation collective, nos modes de vie et nos comportements

¹ Feuille de route sur la Transition Energétique, 2012.

individuels. Cet enjeu implique de réfléchir aux manières dont on sollicite et utilise l'énergie, « pour privilégier les usages les plus utiles, restreindre les plus extravagants et supprimer les plus nuisibles ». ² S'il s'agit d'une sorte de « chasse au gaspi » pour les uns, de « quête des négawatts » pour d'autres, cela revient en fait à réinventer une consommation « de bon sens ». Le geste le plus économe est bien celui qui consomme le moins, voire pas du tout d'énergie. Ici le gisement d'économies d'énergie dépend du degré d'adhésion au projet et de la capacité des publics concernés à changer concrètement leurs comportements énergétiques.

1. Qu'est-ce que la sobriété ?

Mais qu'entend-on au juste par sobriété énergétique ? Si l'on reprend les définitions proposées par la compagnie des Négawatts, la sobriété énergétique comporte trois dimensions : la sobriété dimensionnelle, la sobriété d'usage et la sobriété de partage.

- **La « sobriété dimensionnelle »** consiste à ajuster la taille au besoin et renvoie à la bonne adaptation des équipements. Par exemple, pourquoi disposer d'un gros réfrigérateur lorsqu'il est sous-utilisé ? Pourquoi chauffer toutes les pièces d'un logement lorsqu'elles sont inoccupées ? Pourquoi vivre seul dans un grand logement quand on peut réduire son espace de vie, à confort égal ?
- **La « sobriété d'usage »** renvoie à la durée et à la nature du service énergétique : pourquoi utiliser l'avion sur de courtes distances ? Pourquoi laisser les veilles sur les appareils électroménagers ou les équipements informatiques ? Il s'agit par exemple d'éviter les éclairages inutiles ou les systèmes d'affichages énergivores dans les espaces publics, de réduire la pratique des vitrines illuminées au-delà d'une certaine heure ? Est-il judicieux de rouler en 4X4 en pleine ville sachant que le service rendu par une petite voiture ou un déplacement en transport en commun permettrait d'atteindre le même objectif ? Pourquoi utiliser
- **La « sobriété de partage »** renvoie à une organisation collective de l'espace, des équipements et des services : cela revient à réfléchir aux moyens de mutualiser des biens consommateurs d'énergie, par exemple une voiture, une photocopieuse, une piscine... pourquoi pas comme cela se pratique en Amérique du Nord dans les immeubles collectifs, mutualiser les lave-linge et les sèche-linge ?
- On pourrait **ajouter la sobriété de bon sens** : pourquoi chauffer des terrasses extérieures en hiver ? Pourquoi laisser les portes des magasins climatisés ouvertes en été ? Ces pratiques résultent d'une véritable dérive de nos sociétés de consommation prêtes à tout pour attirer et fidéliser une clientèle.

Développer un comportement énergétique sobre revient en fait à n'utiliser les services énergétiques que lorsque cela est indispensable. Il s'agit tout simplement de réduire les gaspillages. Cette attitude réflexive n'a de sens que si l'ensemble du modèle de consommation est mis en cohérence avec les enjeux poursuivis : il est donc indispensable

² Idem.

que les équipements et appareils et autres produits accessibles sur le marché, soient effectivement peu consommateurs d'énergie. Il est par ailleurs essentiel que des réglementations s'imposent dès l'amont de la fabrication des biens ou de la conception des services.

2. La sobriété, une utopie sociale ?

Dès lors que l'on s'accorde sur ce qu'est la sobriété et sur ce que cela implique du point de vue du modèle économique, alors on peut tenter de regarder dans quelle mesure et avec quelles limites ce projet est socialement réalisable.

- Le pari de l'effet structurant d'une politique d'efficacité en matière d'urbanisme

L'efficacité énergétique devrait logiquement s'accompagner d'une relocalisation des pôles d'activités assortie d'une meilleure répartition de ces activités sur le territoire. Idéalement, cela devrait s'accompagner de programmes forts d'aménagement et d'urbanisme ainsi que d'infrastructures de transports plus denses et plus diversifiées pour conduire à une réduction des distances à parcourir. Cette politique fait le pari qu'en revanche les particuliers vont alors se tourner vers les transports en commun ou des modes de transports plus doux. Le problème est qu'il ne suffit pas de penser un nouveau modèle de société pour qu'il advienne, surtout lorsque ce projet et les évolutions de comportement qu'il implique sont présentés comme des allant-de-soi, et que les premiers concernés (les usagers) n'ont pas d'espace de choix.

- Le pari de l'effet structurant du bâtiment économe

On programme des bâtiments économes, des éco-quartiers, des équipements efficaces, en faisant le pari que les usagers vont développer les comportements adéquats avec les enjeux poursuivis. Mais peut-on imaginer programmer les usages ou les relations sociales au même titre que l'on programme, donc prévoit, le comportement d'un bâtiment ? Les retours d'expérience montrent que ce n'est pas envisageable et que des constructions économes en énergie peuvent tout-à-fait devenir énergivores dès lors qu'elles sont habitées. Que se passe-t-il donc ?

D'un côté, le projet constructif est inscrit dans un cahier des charges. Il s'exprime à travers des plans, il suppose des aménagements, des impacts en termes d'urbanisme et d'organisation sociale, des réunions de chantier, de la coordination, des négociations, des équipements et des matériaux. Il implique d'utiliser des techniques constructives et des dispositifs de chauffage, de refroidissement ou de ventilation adaptés qui, en l'absence d'usagers, remplissent parfaitement leur mission de consommer peu d'énergie. Le projet constructif est explicite. De l'autre côté, le projet « d'habiter plus sobriement » est à débusquer entre les lignes et fonctionne comme un non-dit qui va de soi : les futurs habitants, les occupants de ces nouveaux espaces de ces nouveaux locaux sauront développer des modes d'habiter, des façons de circuler et un « vivre ensemble » compatibles avec le projet architectural, le concept de slow-town, ou d'écoquartier.

Ce projet social qui devrait impérativement accompagner le projet technique, est actuellement le maillon faible de la transition énergétique. Il repose sur des représentations idéal-typiques de ce que peut être un habitant, de ce que peuvent être les pratiques sociales

et en particulier les pratiques de consommation. Il repose sur le postulat qu'il suffit d'habiter un « bon » bâtiment pour que d'emblée s'y développent des usages eux-mêmes performants. Comme si les usagers allaient s'adapter spontanément aux dispositifs techniques et à leur nouvel environnement.

- Le pari de l'effet structurant des équipements économes : la question des effets rebonds

L'isolation d'un bâtiment permet de dégager des économies financières qui seront réinvesties dans l'achat d'une seconde voiture ou dans celui d'un réfrigérateur de type américain. L'effet rebond désigne cet effet pervers qui résulte du fait que les gains produits par l'effort d'efficacité énergétique d'un côté se trouvent annulés par l'achat d'un nouveau bien de consommation de l'autre. Par exemple, le temps épargné par la construction d'une ligne de TGV peut engendrer une tendance à la rurbanisation qui va s'accompagner du développement du mode de vie citadin dans les territoires ruraux. La rapidité des temps de transports peut fort bien être annulée par l'augmentation des distances parcourues. Les gains en performance des lampes basse consommation ont été assortis d'une surutilisation de ces lampes du seul fait qu'elles consomment moins. L'installation dans une maison individuelle jusque-là chauffée pièce par pièce, d'une chaudière à condensation, peut conduire à une augmentation des factures d'énergie : on tend à chauffer toutes les pièces dont la température est supposée régulée par un programmeur.

Les gains en énergie réalisés d'un côté sont en fait utilisés pour en consommer davantage de l'autre. Cet effet rebond se retrouve dans bien des cas ; ce qui rend tout relatifs les efforts réalisés en termes d'efficacité énergétique.

3. Un paradoxe : économiser l'énergie dans une société qui valorise la consommation

Les politiques publiques attendent des consommateurs qu'ils participent au projet d'une société moins énergivore. L'entreprise est complexe, tant les consommateurs sont partagés entre leur souci de préserver leur confort et les contraintes qui leur sont adressées. Il leur est bien difficile aujourd'hui de changer leurs habitudes de consommation ou/et leurs façons de s'équiper, lorsque les signaux envoyés par le marché invitent paradoxalement à faire l'inverse.

- La crainte de perdre son confort

L'homme attribue aux objets des fonctions symboliques (une voiture est un moyen de transport, mais c'est aussi un signe de prestige ou un instrument d'autonomie). Se priver de ces objets, ou en limiter l'usage, c'est perdre davantage que les finalités qui leur sont assignées (s'éclairer renvoie aussi à ambiance, chaleur, luminosité, accueil, esthétique). Cette remarque vaut pour la notion de confort. L'automobile, le chauffage, l'éclairage renvoient à des systèmes techniques fiables, performants, efficaces et sans souci ; ce qui caractérise la sphère du confort. Par contre, choisir d'utiliser du GPL en guise de carburant pour son automobile, c'est s'engager à faire le plein plus souvent, à ne pas toujours trouver de fournisseurs, c'est prendre le risque de ne pas avoir de SAV performant...³ utiliser des

³ L'auteur parle en connaissance de cause...

lampes fluo-compactes, c'est accepter de ne pas avoir une lumière instantanée ; se chauffer au bois ; c'est s'imposer des contraintes d'approvisionnement, de manutention et de stockage...

La dimension immatérielle de la consommation étant fondamentale, il est nécessaire de bien apprécier le poids de cet ensemble peu maîtrisable que constituent croyances, certitudes, représentations et désirs. Ces quatre dimensions renvoient en fait à quatre univers qui fragilisent l'efficacité de toute politique publique : l'individu se caractérise en effet par sa subjectivité (la notion de confort est, par exemple, tout à fait personnelle). Il se distingue ensuite par sa culture qui renvoie à des valeurs relatives, par exemple, au bien et au mal et qui concerne notamment l'intérêt que l'individu peut accorder à ses façons de consommer l'énergie et à sa contribution citoyenne à ce projet. Il est le plus souvent imprévisible, et surtout vulnérable (au sens où il est sensible à l'esthétique, aux signes distinctifs et qu'il peut se laisser séduire par une technologie aux antipodes de ses valeurs).

- Utilité et efficacité comme ressorts de l'action

Intégrer le souci de modérer ses consommations d'énergie renvoie à deux paramètres supplémentaires que sont la motivation (c'est ce qui donne du sens à l'acte) et l'engagement (le passage à l'acte). Mais qu'est-ce qui peut motiver un consommateur ? Deux types de jugements vont alors intervenir : un jugement d'utilité qui peut concerner le côté technique, social, économique ou environnemental de la démarche, et un jugement d'efficacité qui se traduit par l'attente de résultats concrets (économie financière, praticité, réduction effective des gaz à effet de serre...). Maîtriser la demande d'énergie requiert alors de devoir maximiser ces fonctions d'utilité et d'efficacité pour susciter l'intérêt. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on fait le constat que dans l'équation coûts-bénéfices de l'engagement individuel, le plus souvent, les efforts à fournir pour adopter un nouveau comportement, un nouvel équipement (temps de l'information, de la conversion, du processus de choix, ajoutés aux coûts de l'investissement...), sont largement plus importants que les gains souvent non immédiats, invisibles et diffus (économies d'énergie, temps de retour sur investissement, contribution à une moindre pollution, satisfaction d'une participation citoyenne...). Pour rester sur le registre du calcul, c'est aussi et surtout cette équation que les politiques de maîtrise de la demande d'énergie devraient avoir en tête.

- La notion de sobriété reste maladroite et contre-performante

Comment concevoir de réfléchir à ses habitudes quand on imagine la charge mentale (effort culturel et cognitif) et l'effort financier nécessaires ? La société de consommation, confortée en cela par le service public de l'énergie, a davantage tendance à inciter les ménages à vivre dans plus de confort, en consommant toujours plus. Les ménages sont de la sorte captifs et déresponsabilisés, n'ayant pour seule exigence que l'approvisionnement régulier de leur logement en énergie. Toute politique de MDE se heurte ici à une contrainte structurelle forte, qui décourage une évolution économe des usages.

La notion de sobriété est donc à repenser car elle n'est pas attractive, elle ne va pas de soi. Au contraire... En dehors du cercle des initiés, elle joue comme repoussoir. Elle est connotée négativement (retour en arrière, se priver, faire des sacrifices, se limiter, austérité...). Si ce terme est maintenu, il doit se cantonner à la sphère des personnes initiées et déjà acquises aux enjeux. Dès lors qu'il s'agit de s'adresser au grand-public, aux « citoyens », alors il est préférable d'inventer un terme qui dise la même chose, mais de

façon plus positive et qui donne envie d'adhérer non seulement aux enjeux (tout le monde est bien d'accord...), mais aussi et surtout aux modalités pour y parvenir.

4. Comment susciter intérêt et adhésion ?

Pour se diffuser, une prescription, une nouvelle technologie, requièrent le soutien de toute une série d'intermédiaires, de « marchands », qui vont en « vanter les mérites » pour en faciliter l'acquisition par leurs « clients » potentiels (les publics cibles). Pour reprendre les travaux de Franck Cochoy, cela suppose une opération qui consiste à capter l'attention d'un public, et qui fait intervenir des espaces intermédiaires, des lieux d'échanges ou de distribution : « *où le marchandage entre les sujets et les objets trouve sa place* » (Cochoy, 1993). Cette opération de captation renvoie à une situation d'interaction dans laquelle le promoteur d'un projet ressemble à un marchand qui cherche à vendre son produit, sachant que son client potentiel n'est peut-être pas en mesure de l'accepter, pas disposé à en apprécier les qualités supposées. Capturer un public consiste à attirer son intérêt vis-à-vis d'un bien rendu attractif. Cela revient à conférer du sens à un objet, un service, une technologie, de manière à rendre cet objet, ce service ou cette technologie, convoitables, indispensables.

Dans toute opération de diffusion, on retrouve cette dimension de « séduction » : pour que le projet ou la technologie aient une chance d'être adoptés, il est nécessaire d'en montrer les avantages. En ce sens, le processus de diffusion gagne à être accompagné au préalable d'un dispositif de captation en adéquation avec les dispositions du public cible (Cochoy, 2003). Cette problématique renvoie à la nécessité de bien appréhender non seulement les publics auxquels on s'adresse, mais aussi et surtout leurs dispositions, c'est à dire leur capacité à agir ou réagir en retour face à une sollicitation. Le but est de réduire l'écart entre les messages diffusés et le sens reconstruit par les destinataires finaux de ces messages. Segmenter les publics cibles est alors essentiel. La recherche de médiateurs revêt également un rôle fondamental quant aux conditions d'accueil (réception) du projet en question. Les médiateurs ont pour mission de tenter d'attirer l'attention par tout un jeu subtil basé sur la séduction, tout en entreprenant une politique de fidélisation par des stratégies offensives de persuasion.

Cette approche implique de recourir aux notions de dispositifs et de dispositions. Les premiers sont des instruments qui visent à orienter les pratiques sociales. Les secondes réfèrent à la culture et aux habitudes incorporées tout au long des processus de socialisation. Elles déterminent en grande partie les pratiques sociales. Les dispositifs des politiques publiques misent sur l'existence de compétences à éveiller, mais aussi sur la présence d'intérêts à susciter, donc sur des dispositions. Ils représentent un ensemble de moyens ayant pour mission d'infléchir les comportements, compte tenu des propensions à changer qui sont supposées caractériser les populations ciblées. Divers instruments sont alors mobilisés pour attirer l'attention de ces publics : primes, incitations multiples, information offensive, publicité, concours, défis... Divers registres sont également convoqués : le confort, la sécurité, la distinction sociale, l'intérêt pécuniaire, le bon sens, l'éthique, la compétition, la passion aussi... Les dispositifs concernés ont tous pour finalité de détourner peu à peu l'individu de sa trajectoire habituelle pour l'orienter vers des équipements, des modes de fonctionnement ou des habitudes de vie différents. L'intérêt du modèle de la captation est de questionner les registres, mais aussi les ressorts de l'action ; ainsi que les dispositifs sous-jacents.

- Le poids des systèmes représentationnels

Prenons l'exemple de l'électricité. Elle est perçue comme une forme d'énergie domestiquée, canalisée, contrôlée (Desjeux et alii, 1996). Elle ne présente pas de risques. Elle paraît propre (les pollutions liées à certains modes de production sont indirectes, éloignées dans l'espace et dans le temps) et elle s'accompagne d'un service plutôt efficace, relayé par un système promotionnel performant et sans concurrence. Qui plus est, dans les logements tout ou presque fonctionne au courant électrique : des appareils électroménagers aux appareils vidéo ou de chauffage, en passant par l'éclairage. L'électricité réceptionnée chez soi est discrète (quelques fils, un compteur, aucune autre installation (capteur, panneau) à prévoir), silencieuse et facile d'usage (appuyer sur un interrupteur, brancher ou débrancher, aucun souci d'entretien). Un simple coup de fil et un abonnement suffisent.

Aussi, l'électricité reste une entité virtuelle qui va de soi. Sa facilité d'accès, le confort de son usage viennent parasiter toute logique économique ou environnementale⁴. Qui plus est, à moins de se procurer par soi-même l'appareil de mesure adéquat, il est impossible de connaître la consommation unitaire des divers postes de consommation, donc impossible, sans la pose d'un compteur spécifique, de contrôler l'évolution de ses propres consommations ventilées par appareil ou par poste (éclairage, chauffage, cuisson...). De manière générale, lorsqu'il n'a pas de souci de revenu, le consommateur ne se préoccupe guère de cette dimension. Il n'a pas réellement conscience que son mode d'éclairage, son eau chaude sanitaire ou ses veilles consomment. Il est d'ailleurs dubitatif quand on lui annonce un ordre de grandeur. En fait, il ne connaît généralement pas le prix du kilowattheure et est donc, par exemple, rarement en mesure de transformer les indications données par les étiquettes énergie apposées sur les réfrigérateurs ou présentes sur les blisters des ampoules, en euros. Quand bien même le saurait-il, il lui faudrait alors comparer les divers équipements entre eux, compte tenu des coûts induits par les consommations indiquées. Jusque-là, en dehors du domaine de l'éclairage (cf IKEA par exemple), aucun distributeur n'a pris la peine de proposer, en guise de démonstration comparative, des compteurs qui indiquent les consommations unitaires des appareils en fonctionnement. Qui plus est, une logique financière, qui renvoie au prix de l'équipement, supplante le plus souvent toute logique économique qui prendrait en compte la durée d'amortissement. Les distributeurs le savent bien ; c'est là qu'interviennent les promotions pour des systèmes techniques moins éco-performants, auxquelles les consommateurs ont du mal à résister. Enfin, il est un paramètre particulièrement important à prendre en compte : les consommateurs ne prennent concrètement conscience de leur propre consommation d'électricité que lorsqu'ils reçoivent leurs factures (Zélem, 2002, p. 85). Or, globalisées, ces dernières ne permettent pas de distinguer un poste de consommation (chauffage, froid domestique, cuisson, éclairage, ECS, climatisation...) d'un autre, ce qui tend à renforcer le préjugé du caractère anodin de la consommation de certains postes.

- La dimension immatérielle de la consommation d'énergie

La dimension immatérielle de la consommation d'énergie étant fondamentale, il est nécessaire de bien apprécier le poids de cet ensemble peu maîtrisable que constituent croyances, certitudes, représentations et désirs. Ces quatre dimensions renvoient en fait à quatre univers qui fragilisent l'efficacité de toute politique publique : l'individu se caractérise

⁴ "Le froid domestique. Etiquetage et efficacité énergétique", 1999, *Les Cahiers du CLIP* (11).

en effet par sa subjectivité (même si elle est socialement construite, la notion de confort est par exemple, tout à fait personnelle). Il se distingue ensuite par sa culture qui renvoie à des valeurs relatives, par exemple au bien et au mal, et qui concerne notamment l'intérêt que l'individu peut accorder à ses façons de consommer l'énergie. Il est le plus souvent imprévisible et surtout vulnérable (au sens où il est sensible à l'esthétique, aux signes distinctifs et qu'il peut se laisser séduire par une technologie aux antipodes de ses valeurs, sous l'effet d'un simple coup de cœur).

On retrouve ce constat dans les comportements d'achat. Lorsqu'il s'agit de s'équiper ou de renouveler son équipement, et alors même qu'il est convaincu d'un certain nombre d'enjeux pour lui (économies d'énergie) ou pour la planète (réduction des gaz à effet de serre) le consommateur ordinaire peut très bien être séduit par des critères de confort, d'esthétique, de mode... et déplacer ses choix vers un produit ou un équipement qui contredit sa démarche initiale (Zélem, Beslay, Cochoy, 1996). Ainsi, en matière de froid domestique peut-il acheter un réfrigérateur en promotion, ou bien un appareil dont la forme, ou le style, lui semblent plus en adéquation avec l'agencement ou le mobilier de sa cuisine par exemple. En matière d'éclairage, il peut préférer des luminaires avec variateurs ou une série de rampes à spots halogènes pour des soucis d'ambiance, se privant ainsi de la possibilité d'installer des LBC.

Aussi, lorsque la menace de devoir faire attention à ses consommations survient, le consommateur tend à assimiler les efforts qui lui sont demandés à une négation du progrès, une sorte de retour en arrière assorti de privations qui, dans son imaginaire, s'accompagnent de frustrations. Cela lui paraît d'autant plus inconcevable que la part de ses propres pratiques dans la production de gaz à effet de serre lui semble anecdotique, et que les conséquences du réchauffement climatique sont lointaines.

- Economiser l'énergie, une démarche perçue comme régressive

Prenons l'exemple de l'éclairage. C'est un objet signe qui a une importante fonction sociale et symbolique de distinction sociale. *"L'apparat est nécessaire en ce qu'en l'accroissant on accroît son paraître, et par là aussi son être dans la mesure où on se sent défini largement par le regard d'autrui. Voir son logement décroître en luxe et en apparence (c'est voir son existence (...)) se réduire sensiblement"* (Pezeu-Massabuau, 1999, p. 212). Consommer, c'est exister. S'éclairer participe à l'affirmation de ce ressenti. Or, maîtriser ses consommations est le plus souvent assimilé à toute une série d'actes qui viendraient contredire tous les signes liés à l'évolution et au progrès.

Alors que s'éclairer, comme se chauffer ou se rafraîchir d'ailleurs, réfèrent à un univers symbolique fort, alors que cela renvoie au registre du futile et de l'accessoire, la MDE fonctionne comme une sorte d'injonction qui rappelle la fonction d'utilité. Qui plus est, elle peut communiquer un fort sentiment de culpabilité face à tant d'énergie gaspillée qui se transforme en gaz néfastes pour la planète. En fait, **la MDE met en concurrence deux attitudes qui se rattachent chacune à des registres d'action en opposition** : consommer à volonté (vs) moins consommer ; profiter des acquis du progrès (vs) s'en priver. Ces deux attitudes caractérisent deux conceptions de notre société : abondance (vs) pénurie, dépense (vs) austérité, progrès (vs) décroissance. Ces jeux d'opposition concernent les univers de pensée individuels. A cela s'ajoute l'enjeu de l'image que l'on renvoie à autrui selon que l'on adopte telle posture plutôt que telle autre. Là, l'individu va tendre à choisir son camp en

fonction des plus-value et des moins-value sociales procurées par l'un ou l'autre des deux registres.

Faire des économies d'énergie revient à mettre en pratique et en quelque sorte afficher un comportement, un changement d'habitudes, qui visent un objectif précis de réduction de ses consommations. S'accompagnant de gestes faisant appel à une démarche volontaire, ce comportement tend à s'inscrire dans trois catégories de logiques : une logique de type écologiste qui renvoie au registre de l'idéologie, une logique citoyenne qui repose sur le registre de la participation (devoir, intérêt général...), et une logique purement économique qui renvoie soit au registre de la pauvreté, soit au registre de l'avarice.

On retrouve cette observation dans le fait que l'image de celui qui maîtrise ses consommations est assimilée soit à celle du militant, "*l'écolo*", soit à celle du « bon citoyen qui fait son devoir », soit à celle de la personne en difficulté financière qui doit surveiller ses consommations. Mais, au lieu d'être valorisante, cette image tend à inscrire l'individu dans des catégories négativement connotées et handicape considérablement toute politique publique incitative.

Prenons l'exemple de l'éclairage : la simple observation du jeu d'oppositions entre le modèle consumériste et le modèle MDE est éloquente.

	Modèle consumériste	Modèle MDE
	S'éclairer à volonté	S'éclairer raisonnablement
Fonction	Fonction symbolique Valeur d'échange Passionnel Inutile, futile, accessoire, secondaire Mise en scène de soi, distinction	Fonction utilitaire initiale Valeur d'usage Rationnel Utile, nécessaire, besoin Discrétion
Image	Plaisir, fantaisie Abondance... gaspillage	Sobriété, austérité Pénurie... faire attention
Signification	Acquis social, bien-être Confort Progrès Liberté	Réduction, punition Privation, contrainte, effort Retour en arrière Contrainte
Identité sociale en jeu	Dépenser, Consommer = être généreux Aisance	Economiser, contrôler ses consommations = Etre radin, pingre, avare ou... pauvre

Représentations comparées de la place et de la fonction de l'éclairage selon deux modèles de consommation différents

- **Rendre au marché sa fonction structurante ?**

Le consommateur tend à déplacer la responsabilité de ses propres consommations d'énergie vers le marché ou l'Etat. Il est alors plus facile de considérer qu'incombe aux responsables en amont (fabricants, distributeurs, EDF...) de solutionner la question. Par ailleurs, en l'absence de possibilité de mesurer concrètement ses propres usages, il les sous-estime largement (lors de sondages d'opinion par exemple). Ce constat est d'autant plus vrai pour tout ce qui touche à l'éclairage domestique, tant ce poste de consommation est considéré comme plus que secondaire.

Comme pour l'automobile, le consommateur est également défavorable aux mesures qui touchent ses habitudes (contrôler ses manières de s'éclairer, de se chauffer, de consommer) et les usages qu'il fait des objets techniques (la manière dont il s'équipe ou la façon dont il

comprend et utilise les appareils...). Dans le cas de l'éclairage, rien ne le contraint ; il serait d'ailleurs inconcevable que l'on vienne le contrôler chez lui. Par contre, il reste sensible aux mesures incitatives (« prime à l'achat », ou distribution d'ampoules) qui présentent un intérêt financier direct. Les mesures réglementaires qui s'adressent aux fabricants (suppression du marché des ampoules à incandescence) lui paraissent plus justes puisqu'elles s'imposent indistinctement à l'ensemble de la communauté. Alors pourquoi ne pas déléguer aux concepteurs de lampes, et notamment à l'Etat (premiers responsables de la mise sur le marché des ampoules à économie d'énergie), le soin de résoudre le problème des impacts environnementaux de l'éclairage ; observation que l'on peut sans peine extrapoler à l'ensemble des pratiques sociales consommatrices d'énergie ? *"Le modèle consumériste - devenu réflexe - nous immunise contre tout bouleversement"* (Brune, 2001). Il installe l'individu dans une attitude totalement passive, alors que les politiques de MDE supposent un minimum de réflexivité. Un marché plus sobre aurait d'emblée une fonction corrective face aux dérives possibles des comportements.

5. Conclusion : consommer moins d'énergie et mieux la consommer ?

Est-il réaliste de penser que la décroissance des comportements puisse découler soit d'un projet politique, soit de l'amélioration des technologies ? La transition énergétique induit une forme de prescription "morale" qui vise à modifier les échelles de valeurs dans les représentations du confort thermique et domestique, mais il semble bien que cela ne suffise pas. Les injonctions au basculement du « toujours plus consommer » vers du « tenter de mieux consommer » pose la question centrale des possibilités d'appropriation de ce genre de projet par les usagers qui devraient, dans un même mouvement, devenir écocitoyens. Ce nouveau paradigme risque de heurter de plein fouet des modes de vie et d'habiter et de consommer difficilement réversibles. Peut-on seulement imaginer une échelle qui mettrait en correspondance niveau d'acceptation et degré de la contrainte ?

Si l'on ne change pas le modèle de croissance économique actuel qui conforte la production de biens et de services énergivores, aller vers la transition énergétique suppose de mettre l'accent sur la responsabilisation des consommateurs. Ces derniers seraient alors condamnés à supporter seuls la contrainte de « consommer modérément ou raisonnablement ». Si tel est le cas, la question reste donc posée de savoir quelle influence peuvent avoir les politiques publiques sur la construction de nouvelles pratiques sociales, sur la diffusion de nouvelles normes de consommation ? Comment pourrait-on vraiment programmer et anticiper plus de sobriété dans les usages de demain dès lors que la problématique n'est pas abordée de manière globale et que la sobriété n'est pas promue comme valeur à toutes les échelles du social ?

L'idée de sobriété n'aurait plus aucune raison d'être brandie dès lors que le marché, qui structure les comportements de consommation, serait réorganisé et ne comporterait que des biens et services peu énergivores. La sobriété ne serait alors plus une condition, mais bien le résultat des mesures économiques, politiques et énergétiques. Les consommateurs et usagers ne porteraient alors plus, seuls, la responsabilité d'une culture énergivore. Ils changeraient peu à peu de comportements énergétiques par un simple effet d'entraînement.

De la même manière, il importe de procéder à un ciblage plus judicieux des injonctions à la sobriété. En effet, comment peut-on imaginer adresser un message enjoignant à la sobriété aux ménages en situation de précarité (qui ont le plus souvent développé nombre de comportements sobres) ou aux ménages déjà vertueux (militants associatifs, citoyens actifs et participatifs...) ? Dans les deux cas, les marges de progrès sont infimes ; ce que montrent les retours d'expérience des dispositifs comme celui des familles à énergie positive ». C'est donc bien à destination des

Bibliographie

- Association NégaWatt, 2013, Changeons d'énergies. Coédition Actes Sud/Colibris/Association négaWatt - Coll : Domaine du possible.
- BESLAY C, ZELEM MC, 2013, La sociologie de l'énergie. Tome 1 « Gouvernance », Tome 2 « Pratiques et modes de vie » Ed CNRS. En cours de publication.
- BRUNE, F., 2001, "De la soumission dans les têtes", *Manière de voir* (59), pp. 82-85.
- COCHOY, F., 1993, « Chaînes de traduction et innovations en chaîne : le cas de l'élargissement du concept de marketing » in : colloque « Innovation et société ». Toulouse : Ermopres.
- COCHOY, F., 2003, La captation des publics. Toulouse : PUM.
- DESJEUX, D. et alii, 1996, Anthropologie de l'électricité. Les objets électriques dans la vie quotidienne en France. Paris : l'Harmattan.
- Info-Energie Rhône-Alpes, Science PO Grenoble, 2013, Evaluation sociologique du Défi Familles à énergie positive en Rhones-Alpes.
- PEZEU-MASSABUAU, J., 1999, La maison, espace social. Paris : PUF.
- ZELEM MC, 2010, Politiques de Maîtrise de la Demande d'Énergie et résistances au changement. Une approche socio-anthropologique, Paris : L'Harmattan, coll : logiques sociales.
- ZELEM, M.-C., BESLAY C. et COCHOY F., 1996, «*Le vendeur clandestin du rayon froid : affichage énergétique et logiques d'acteurs dans l'électroménager éco-protecteur* », CERTOP-UTM-PIR-CNRS-ECOTECH.